

A Fribourg, sept candidats pour un seul siège

> **Elections cantonales** Douze candidats se présentent pour le Conseil d'Etat



Le grand mystère, c'est de savoir qui reprendra le siège du magistrat indépendant Pascal Corminboeuf, qui prend sa retraite. A six semaines des élections cantonales à Fribourg, tous les partis sauf les démocrates-chrétiens visent le strapontin que le conseiller d'Etat occupe depuis 1997. Au total, ce sont 12 candidats – dont 5 sortants – qui se présentent. Soit 7 qui se battront pour succéder à Pascal Corminboeuf. Les partis avaient jusqu'à lundi pour déposer leurs listes. En 2006, on dénombrait 17 aspirants au Conseil d'Etat. D'autre

part, 618 candidats convoitent les 110 sièges du Grand Conseil.

Gauche unie, centre éclaté

La gauche a deux sièges au gouvernement aujourd'hui: les socialistes Anne-Claude Demierre et Erwin Jutzet. Elle en vise trois. Un objectif réaliste selon Marc Antoine Messer, président des Verts: «C'est l'une des rares fois où l'un des 7 sièges ne peut être revendiqué par qui que ce soit. Mais Pascal Corminboeuf a une sensibilité de centre gauche.»

Alliés pour l'élection, le PS présente trois candidats; les Verts, une; et les chrétiens-sociaux, un. Mais la bataille sera difficile: à part les deux sortants, ces candidats ne sont pas très connus: Xavier Ganoz, Marie Garnier et

Pierre-Olivier Nobs.

Au centre, les démocrates-chrétiens (PDC) ne présentent que leurs trois conseillers d'Etat actuels: Isabelle Chassot, Beat Vonlanthen et Georges Godel. Quitte à brider toute relève. Leurs sièges semblent acquis, même si les scores électoraux du PDC baissent depuis plusieurs années. Et même si le parti n'est pas allié aux libéraux-radicaux, contrairement à 2006.

Un dissident libéral-radical redistribue les cartes

La tâche sera compliquée pour les libéraux-radicaux. Pour sauver le siège de leur ministre Claude Lässer, qui prend sa retraite, ils comptent sur Maurice Ropraz, préfet de la Gruyère, et l'économiste Markus Ith.

Le parti doit faire face à la candidature indépendante de l'un des siens: Albert Bachmann, syndic d'Estavayer-le-Lac. Sa candidature n'avait pas été retenue en janvier. Il a annoncé il y a deux semaines qu'il viserait tout de même le gouvernement, et qu'il démissionnait du parti et du Grand Conseil. «Cette démarche solitaire aboutit à une candidature supplémentaire à droite. Mais cela ne changera pas l'élection», estime Maurice Ropraz.

Autre difficulté: l'UDC lance un candidat – le député Pierre-André Page – pour récupérer son siège perdu en 1997. Ses chances ne sont pas nulles, son parti progressant à chaque scrutin à Fribourg ces dernières années.

Mathieu Signorell